

BOULANGERIES, PATISSERIES ET SALONS DE CONSOMMATION : Prépension à 58 et 56 ans.

C.C.T. valable du 1.1.2006 au 31.12.2007 (à l'exception de l'art. 3§2).

C.P. INDUSTRIE ALIMENTAIRE - Séance du 5.7.2006

Numéro d'enregistrement

Article 1 - Champ d'application.

§ 1. La présente convention collective de travail est d'application aux employeurs et aux ouvriers des boulangeries, des pâtisseries qui fabriquent des produits «frais» de consommation immédiate à très court délai de conservation et des salons de consommation annexés à une pâtisserie.

§ 2. Par "ouvriers" sont visés les ouvriers masculins et féminins.

Article 2 - Licenciement.

§ 1. L'indemnité complémentaire instaurée dans le cadre de la convention collective de travail n° 17 du 19.12.1974, est octroyée aux ouvriers qui sont licenciés pour des raisons autres que la faute grave et qui satisfont aux conditions citées ci-après.

§ 2. Sans préjudice des dispositions de la loi du 3.7.1978 relative aux contrats de travail, le licenciement donnant lieu au statut de prépensionné peut être la conséquence d'une initiative de l'employeur et/ou de l'ouvrier, sauf pour les entreprises occupant moins de dix personnes où l'initiative est réservée exclusivement à l'employeur. En ce qui concerne le licenciement dans le cadre de l'art. 3, § 2 de la présente convention collective de travail, les parties tiendront compte de l'organisation et des circonstances du travail.

§ 3. Le licenciement en vue la prépension à partir de 58 ans tel que mentionné à l'art. 3 § 1, doit se situer entre le 1er janvier 2005 et le 31 décembre 2007. Le licenciement en vue de la prépension à partir de 56 ans tel que mentionné à l'art. 3, § 2 doit se situer entre le 1er janvier 2005 et le 31 décembre 2006.

§ 4. L'ouvrier doit fournir la preuve de son droit aux allocations de chômage.

Article 3 - Conditions d'âge et d'ancienneté.

§ 1. La condition d'âge de la convention collective de travail n° 17 du 19.12.1974 est abaissée à 58 ans pour autant que la personne concernée réponde à la condition légale de 25 ans de passé professionnel en tant que salarié.

§ 2. La condition d'âge de la convention collective de travail n° 17 du 19.12.1974 est abaissée à 56 ans pour autant que la personne concernée réponde à la condition légale de 33 ans de passé professionnel en tant que salarié, dont :

- au moins 20 ans dans un régime de travail tel que prévu à l'art. 1 de la convention collective de travail n° 46 du 23.3.1990

NEERLEGGING-ÉCOT
REGISTR.-ENREG. TR.

NR.
N°

19-07-00

10-07-2006

Co 118 3

8.434

- et au moins 10 ans chez l'ancien employeur ou dans le secteur de l'industrie alimentaire.

§ 3. La condition d'âge de 58 ans mentionnée doit être remplie dans la période du 1er janvier 2005 au 31 décembre 2007 et de plus au moment de la fin du contrat de travail. La condition d'âge de 56 ans mentionnée doit être remplie dans la période du 1er janvier 2005 au 31 décembre 2006 et de plus au moment de la fin du contrat de travail.

§ 4. Les conditions d'ancienneté mentionnées doivent être remplies au moment de la fin du contrat de travail.

Article 4 - Indemnité complémentaire.

§ 1. En principe le paiement de l'indemnité complémentaire comme prévue dans la C.C.T. n° 17 du 19.12.1974 est dû par l'employeur.

§ 2. L'obligation des employeurs de paiement de l'indemnité complémentaire est transférée au Fonds social et de garantie de la boulangerie, pâtisserie et salons de consommation annexés aux conditions suivantes :

- en ce qui concerne la prépension à partir de 60 ans : la personne concernée devra prouver 10 ans de passé professionnel comme salarié dans le secteur pendant les 15 années précédant la fin du contrat de travail ou 20 ans de passé professionnel comme salarié;
- en ce qui concerne la prépension à partir de 58 ans comme prévue à l'article 3, § 1 : la personne concernée devra avoir été occupée comme ouvrier pendant minimum cinq ans précédant immédiatement la date de la prépension dans une entreprise affiliée depuis au moins cinq ans au Fonds social et de garantie de la boulangerie, pâtisserie et salons de consommation annexés;
- en ce qui concerne la prépension à partir de 56 ans comme prévue à l'article 3, § 2, la personne concernée devra avoir été occupée comme ouvrier pendant minimum cinq ans précédant immédiatement la date de la prépension dans une entreprise affiliée depuis au moins cinq ans au Social et de Garantie de l'Industrie alimentaire ou le Fonds social et de garantie de la boulangerie, pâtisserie et salons de consommation annexés et avoir été occupée pendant cinq ans supplémentaires comme ouvrier dans une entreprise du secteur.

§ 3. L'obligation du fonds social et de garantie de payer l'allocation complémentaire comme prévue dans le § 2, ne vaut qu'en cas de licenciement ayant en vue la prépension dans le cadre de la présente convention collective de travail, c.a.d. à partir de 58 ans (art. 3, § 1) ou à partir de 56 ans (art. 3, § 2).

§ 4. Le Fonds Social et de Garantie ne paie pas l'indemnité complémentaire dont il est question dans la présente convention collective de travail en cas de prépension suite au licenciement dans le cadre de la fermeture ou de la faillite d'une entreprise.

En cas de fermeture ou de faillite, le Fonds Social et de Garantie prend en charge la partie de l'indemnité qui n'est pas couverte par le fonds de fermeture.

9

§ 5. Lorsque le Fonds Social et de Garantie prend en charge le paiement de l'indemnité complémentaire en exécution du présent article, elle se charge également du paiement des cotisations patronales mensuelles spéciales par prépensionné.

§ 6. Dans le cas où l'ouvrier ne remplit pas les conditions stipulées dans le paragraphe ci-dessus, le Fonds Social et de Garantie examinera, au cas par cas, s'il y a lieu de prendre en charge l'indemnisation complémentaire.

Article 5 - Formule de calcul.

§ 1. La déduction des cotisations sociales personnelles pour le calcul de l'indemnité de prépension complémentaire doit être effectuée sur 100% du salaire brut. Ce mode de calcul ne vaut que pour les prépensions dans le cadre du régime sectoriel de prépension.

§ 2. Pour les ouvriers qui font usage du droit des travailleurs de 50 ans ou plus à une réduction des prestations tel que prévu à l'article 9 § 1 de la convention collective de travail n° 77 bis, l'indemnité complémentaire de prépension sera calculée sur base d'une prestation à temps plein lorsqu'ils passent de la réduction des prestations à la prépension conventionnelle.

§ 3 Les employeurs et les ouvriers s'engagent à utiliser les formulaires pour l'application de cette convention.

Article 6 - Obligations de l'employeur.

§ 1. Conforme aux stipulations légales, le remplacement du prépensionné est obligatoire.

§ 2. Le remplacement du prépensionné licencié dans le cadre de l'art. 3, § 2 sera en principe effectué par un ouvrier. La dérogation à cette disposition est communiquée au conseil d'entreprise.

§ 3. Les sanctions éventuelles, quelle que soit leur forme, qui découlent des obligations légales en matière de la prépension, restent entièrement à charge des entreprises individuelles.

Article 7 - Validité.

La présente convention collective de travail remplace la convention collective de travail du 6 juillet 2005, conclue au sein de la Commission Paritaire de l'Industrie Alimentaire relative à la prépension dans les boulangeries et les pâtisseries (N° d'enregistrement 75649/CO/118.03)

Elle est conclue pour une période déterminée. Elle entre en vigueur le 1er janvier 2006 et cesse d'être en vigueur le 31 décembre 2007 à l'exception de l'art. 3 § 2 qui cesse d'être en vigueur le 31 décembre 2006.

**BAKKERIJEN, BANKETBAKKERIJEN EN CONSUMPTIESALONS :
Brugpensioen op 58 en 56 jaar.**

C.A.O. geldig vanaf 1.1.2006 tot 31.12.2007 (uitgez.art.3§2).

P.C. VOEDINGNIJVERHEID - Zitting van 5.7.2006

Registratienummer

Artikel 1 - Toepassingsgebied.

Art. 1. § 1. Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en de arbeiders van de bakkerijen, de banketbakkerijen die "verse" producten vervaardigen voor onmiddellijke consumptie met zeer beperkte houdbaarheid en de verbruikszalen bij een banketbakkerij.

§ 2. Met arbeiders worden de mannelijke en de vrouwelijke arbeiders bedoeld.

Artikel 2 - Ontslag.

§ 1. De aanvullende vergoeding, ingesteld in het raam van de C.A.O. nr. 17 van 19.12.1974, wordt toegekend aan de arbeiders die worden ontslagen om een andere reden dan een dringende reden en die voldoen aan de hier verder vermelde voorwaarden.

§ 2. Onder voorbehoud van de bepalingen van de arbeidsovereenkomstwet van 3.7.1978 kan het ontslag dat aanleiding geeft tot het statuut van bruggepensioneerde hetgevolg zijn van een initiatief van de werkgever en/of van de arbeider. Deze regeling geldt niet voor de ondernemingen die minder dan tien werknemers tewerkstellen waar Met initiatief uitsluitend uitgaat van de werkgever. Voor wat betreft het ontslag in het kader van art. 3, § 2 van deze collectieve arbeidsovereenkomst, zullen partijen hierbij rekening houden met de arbeidsorganisatorische omstandigheden.

§ 3. Het ontslag met het oog op het brugpensioen vanaf 58 jaar zoals vermeld in artikel 3 § 1 moet plaats hebben tussen 1 januari 2005 en 31 december 2007. Het ontslag met het oog op brugpensioen vanaf 56 jaar zoals voorzien in artikel 3 § 2 moet plaats hebben tussen 1 januari 2005 en 31 december 2006.

§ 4. De betrokken arbeider moet het bewijs leveren van zijn recht op werkloosheidsuitkeringen.

Artikel 3 - Leeftijds- en anciënniteitsvoorwaarden.

§ 1. De leeftijdsvoorwaarde van de C.A.O. nr. 17 van 19.12.1974 wordt verlaagd tot 58 jaar voor zover de betrokkene voldoet aan de wettelijke voorwaarde van 25 dienstjaren als loontrekkende.

§ 2. De leeftijdsvoorwaarde van de C.A.O. nr 17 van 19.12.1974 wordt verlaagd tot 56 jaar voor zover de betrokkene voldoet aan de wettelijke voorwaarde van 33 dienstjaren als loontrekkende waarvan :

NEER EG GING-DEPÔT
REGISTR.-ENREGISTR.
NR.
19-07-2006 N°
19-07-2006
1 CD

60.434
60/1180

d

- minstens 20 jaar in een arbeidsregeling zoals bedoeld in art. 1 van de C.A.O. nr. 46 van 23.3.1990
- en minstens 10 jaar bij de laatste werkgever of in de sector van de voedingsindustrie.

§ 3. De vermelde leeftijdsvoorwaarde van 58 jaar moet vervuld zijn in de periode tussen 1 januari 2005 en 31 december 2007 en bovendien op het ogenblik van de beëindiging van de arbeidsovereenkomst. De vermelde leeftijdsvoorwaarde van 56 jaar moet vervuld zijn in de periode tussen 1 januari 2005 en 31 december 2006 en bovendien op het ogenblik van de beëindiging van de arbeidsovereenkomst.

§ 4. De vermelde anciënniteitsvoorwaarden moeten vervuld zijn op het ogenblik van de beëindiging van de arbeidsovereenkomst."

Artikel 4 - Aanvullende vergoeding.

§ 1. In principe is de betaling van de aanvullende vergoeding zoals bepaald in C.A.O. nr. 17 van 19.12.1974 verschuldigd door de werkgever.

§ 2. De verplichting van de werkgevers tot betaling van de aanvullende vergoeding wordt echter overgedragen aan het Waarborg- en Sociaal Fonds van de bakkerij, banketbakkerij en verbruikszalen bij een banketbakkerij onder de volgende voorwaarden :

- voor wat betreft het brugpensioen vanaf 60 jaar : voor zover de betrokkene 10 jaar beroepsverleden als loontrekkende in de sector gedurende 15 jaar voorafgaand aan de beëindiging van de arbeidsovereenkomst of 20 jaar beroepsverleden als loontrekkende kan bewijzen;
- voor wat betreft het brugpensioen vanaf 58 jaar zoals bepaald in artikel 3, § 1 : de betrokkene moet gedurende minstens vijf jaar als arbeider, onmiddellijk voorafgaand aan de datum van brugpensioen, tewerkgesteld geweest zijn in een onderneming die reeds vijf jaar is aangesloten bij het Waarborg- en Sociaal Fonds van de bakkerij, banketbakkerij en verbruikszalen bij een banketbakkerij;
- voor wat betreft het brugpensioen vanaf 56 jaar zoals bepaald in artikel 3, § 2 : de betrokkene moet gedurende minstens vijf jaar als arbeider, onmiddellijk voorafgaand aan de datum van brugpensioen, tewerkgesteld geweest zijn in een onderneming die reeds vijf jaar is aangesloten bij het Waarborg- en Sociaal Fonds van de bakkerij, banketbakkerij en verbruikszalen bij een banketbakkerij en vijf bijkomende jaren tewerkgesteld zijn als arbeider in een onderneming van de sector.

§ 3. De verplichting tot betaling door het Waarborg- en Sociaal Fonds van de aanvullende vergoeding zoals bepaald in § 2, geldt enkel ten overstaan van arbeiders die werden ontslagen met het oog op brugpensioen in het kader van deze collectieve arbeidsovereenkomst, m.n. vanaf 58 jaar (art. 3, § 1) of vanaf 56 jaar (art. 3, § 2).

§ 4. Het Waarborg- en Sociaal Fonds betaalt de aanvullende vergoeding waarvan sprake in deze collectieve arbeidsovereenkomst niet in geval van brugpensioen dat het gevolg is van een ontslag in het kader van een sluiting of faillissement van een

onderneming.

In geval van sluiting of faling neemt het Waarborg- en Sociaal Fonds het gedeelte van de vergoeding ten laste dat niet gedragen wordt door het sluitingsfonds.

§ 5. Wanneer in uitvoering van onderhavig artikel het Waarborg- en Sociaal Fonds de betaling van de aanvullende vergoeding ten laste neemt, staat zij ook in voor de betaling van de bijzondere maandelijksse werkgeversbijdragen per bruggepensioneerde.

§ 6. In het geval dat de betrokken arbeider niet aan de voorwaarden vermeld in bovenstaande paragraaf voldoet, zal het Waarborg- en Sociaal Fonds, geval per geval, onderzoeken of het de aanvullende vergoeding ten laste neemt.

Artikel 5 - Berekeningsaanpassingen.

§ 1. De aftrek van de persoonlijke sociale zekerheidsbijdragen voor de berekening van de aanvullende vergoeding van het brugpensioen wordt berekend op 100 % van het brutoloon. Deze berekeningswijze geldt slechts voor brugpensioenen in het kader van een sectorale brugpensioenregeling.

§ 2. Voor de arbeiders die gebruik maken van het recht op een vermindering van de arbeidsprestaties voor werknemers van 50 jaar en ouder zoals bepaald in art. 9 § 1 van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 77 bis, zal de aanvullende vergoeding van het brugpensioen worden berekend op basis van een voltijdse arbeidsprestatie wanneer zij overstappen van de loopbaanvermindering naar het conventioneel brugpensioen.

§ 3. De werkgevers en de arbeiders verbinden er zich toe de formulieren te gebruiken voor de toepassing van deze C.A.O.

Artikel 6 - Verplichtingen van de werkgever.

§ 1. Overeenkomstig de wettelijke bepalingen is de vervanging van de bruggepensioneerde verplicht.

§ 2. De vervanging van de bruggepensioneerde die werd ontslagen in het kader van art. 3, § 2 zal in principe gebeuren door een arbeider. De afwijking op deze bepaling wordt toegelicht voor de ondernemingsraad.

§ 3. De eventuele sancties, onder welke vorm ook, die voortvloeien uit de wettelijke verplichtingen inzake brugpensioen blijven volledig ten laste van de individuele ondernemingen.

Artikel 7 - Geldigheidsduur.

§ 1. Deze collectieve arbeidsovereenkomst vervangt de collectieve arbeidsovereenkomst van 6 juli 2005 gesloten in het Paritair Comité voor de Voedingsnijverheid betreffende het brugpensioen in de bakkerijen en banketbakkerijen (registratienummer 75649/CO/118.03).

Zij wordt gesloten voor een bepaalde duur. Zij treedt in werking op 1 januari 2006 en houdt op van kracht te zijn op 31 december 2007 met uitzondering van artikel 3 §2 dat ophoudt van kracht te zijn op 31 december 2006.
